

enfants. Quelle que soit la forme que ces programmes puissent prendre à l'avenir, il importe que tous les secteurs s'associent à des actions bien ciblées ayant un objectif spécifique afin de donner effet aux droits des enfants et des jeunes à la santé et à une bonne nutrition, avec l'aide de services de base, notamment l'approvisionnement en eau salubre et l'assainissement.

## Éducation et alphabétisation

La Conférence mondiale sur l'éducation pour tous, tenue à Jomtien (Thaïlande) en 1990, a adopté une stratégie visant à instaurer l'accès universel à l'éducation de base. Inspiré de cette Conférence, le Sommet mondial pour les enfants a réuni la communauté internationale qui s'est engagée à *accroître considérablement les possibilités d'éducation pour plus de 100 millions d'enfants et près d'un milliard d'adultes, aux deux tiers des fillettes et des femmes, qui n'ont actuellement pas accès à l'éducation de base et à l'alphabétisation.*

Au cours des 10 dernières années, la communauté internationale a réaffirmé le droit à l'éducation, qui garantit avant tout l'éducation primaire gratuite et obligatoire mais vise aussi à améliorer l'accès à l'apprentissage dans l'enseignement secondaire, technique et supérieur. Pour les enfants, l'éducation doit être d'une qualité qui leur permette de développer leur personnalité propre, leurs talents et leurs aptitudes mentales et physiques indispensables à leur plein épanouissement.

Le bilan de la situation en matière d'éducation depuis la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous et le Sommet mondial figure à la page suivante.

### **Le groupe d'enfants le plus important sans accès à l'éducation de base sont les filles.**

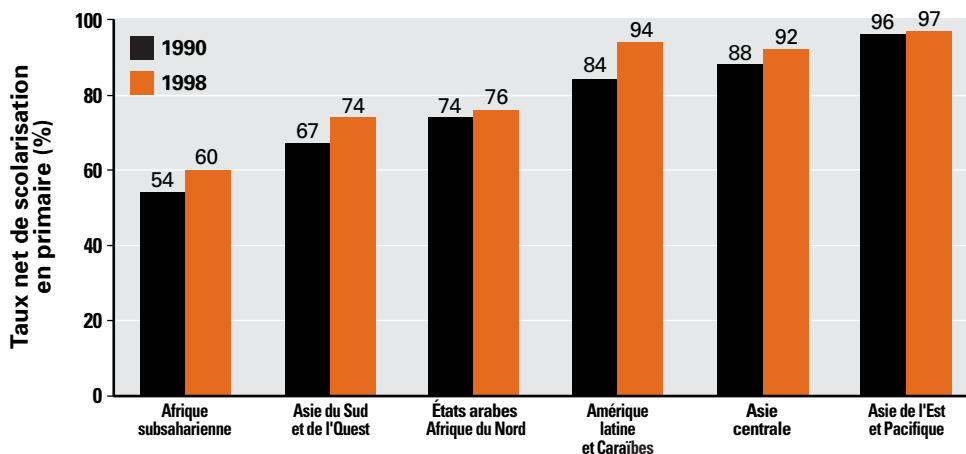
Le VIH/SIDA constitue un obstacle considérable à l'accomplissement des objectifs mondiaux en matière d'éducation pour les 10 années à venir. Dans les régions les plus atteintes, la demande en matière d'éducation décroît chez les familles et communautés de plus en plus démunies, en proie au désespoir et décimées. Pour les enfants de ces familles qui fréquentent encore l'école, la discrimination et l'appréhension portent atteinte à l'apprentissage et à la socialisation. Sur le plan du financement, les fonds déjà limités sont détournés de l'éducation pour être consacrés aux soins prodigués aux patients atteints du VIH/SIDA, et le nombre d'enseignants qualifiés va s'amenuisant. Or, l'éducation est la clef des mesures visant à combattre la maladie et à répondre aux besoins des familles, des communautés et des enfants atteints par la maladie.

L'éducation pour tous ne deviendra pas réalité tant que la question de la disparité entre filles et garçons n'aura pas été réglée. Le groupe d'enfants le plus important sans accès à l'éducation de base sont les filles. Cette discrimination dépasse le simple stade du nombre d'inscriptions à l'école : on la retrouve dans les inégalités qui jalonnent tous les systèmes d'éducation et dans l'ensemble de la société.

## Éducation primaire

Le *Bilan de l'éducation pour tous en l'an 2000* – évaluation la plus complète jamais réalisée en matière de développement de l'éducation – montre que le taux net d'inscription à l'école primaire a augmenté dans les années 90 dans toutes les régions. Cependant, l'objectif de l'accès universel à l'éducation de base défini lors du Sommet mondial n'a pas été atteint. Il subsiste près de 120 millions d'enfants d'âge scolaire non scolarisés, dont 53 % environ sont des filles. Il s'agit d'enfants qui travaillent et qui sont exploités; d'enfants touchés par les conflits armés et le VIH/SIDA; d'enfants atteints d'incapacité; d'enfants issus de familles pauvres et de minorités ethniques; et d'enfants vivants en milieu rural, en périphérie de zones urbaines et en zones reculées. En outre, des millions d'enfants ne reçoivent qu'une éducation de qualité médiocre.

La décomposition du taux net de scolarisation par région ne permet pas de déceler les écarts considérables entre pays et à l'intérieur même des pays. Certaines régions, de fait, ont du mal à faire face à



Taux (net) de scolarisation en primaire : évolution dans les années 90

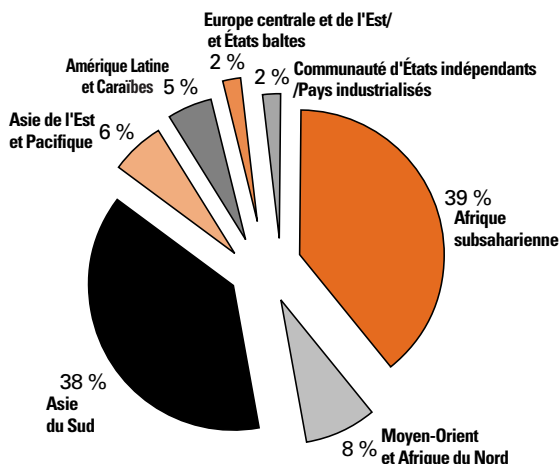
Source : UNESCO, *Évaluation de l'Éducation pour tous 2000*.

l'augmentation du nombre d'enfants en âge de fréquenter l'école; quelques pays, débordés, ont même enregistré un recul.

C'est la région Asie-Pacifique qui a connu les plus grands progrès : les taux de scolarisation net et brut y sont tous deux les plus proches de 100 % dans la plupart des pays. Les taux de participation ont augmenté et la scolarisation correspond mieux à l'âge des enfants, ce qui dénote une plus grande efficacité interne du système d'éducation. Grâce à des progrès réguliers dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, le nombre d'enfants ne fréquentant pas l'école a diminué. Dans les États arabes, le nombre total d'enfants non scolarisés a augmenté. La scolarisation en hausse en Asie du Sud n'est pas parvenue à suivre la croissance de la population d'âge scolaire. Le nombre d'enfants qui achèvent leurs études a progressé dans certains pays mais non dans tous les pays de la région, et le nombre d'enfants ne fréquentant pas l'école reste élevé.

L'Afrique subsaharienne est la région qui enregistre le moins d'améliorations, et – dans certains cas – un véritable recul. Guerre et déplacement des populations, malnutrition et maladie (VIH/SIDA plus particulièrement) et crises économiques expliquent la régression de la qualité et de l'existence même des services d'éducation dans un certain nombre de pays. Plus de 40 millions d'enfants de la région en âge de fréquenter l'école primaire ne sont pas scolarisés, et l'on constate de très grandes disparités (entre les sexes, entre milieux rural et urbain, et entre d'autres facteurs) d'un pays à l'autre et au sein de chaque pays.

D'un point de vue stratégique, certains facteurs clefs en matière d'éducation de base et d'enseignement primaire méritent d'être considérés – dimension sexospécifique, éducation dans les situations d'urgence, lien entre travail des enfants et éducation – si l'on veut veiller à ce que l'éducation prenne bien en charge tous les enfants et qu'elle gagne en qualité.



Source : UNICEF/UNESCO, 2001.

Enfants d'âge scolaire qui ne fréquentent pas l'école, par région, en 1998

Près de 120 millions d'enfants d'âge scolaire ne fréquentaient pas l'école, dont 53 % de filles et 47 % de garçons

## BILAN DE LA SITUATION EN MATIÈRE D'ÉDUCATION

OBJECTIFS	PROGRÈS ACCOMPLIS	CE QU'IL RESTE À FAIRE
<p><b>Développement du jeune enfant :</b> <i>extension des activités de développement de la petite enfance, y compris les interventions peu coûteuses aux niveaux familial et communautaire</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le taux d'inscription des enfants dans les programmes de développement de la petite enfance a rejoint, voire dépassé, le taux de croissance de la population dans la plupart des régions.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les progrès réalisés ont surtout touché les populations urbaines et l'élite et les programmes officiels préscolaires.</li> <li>Les pays d'Europe centrale et de l'est et d'Asie centrale ont vu le quasi-effondrement des services publics d'éducation préscolaire.</li> <li>Progrès restreints en matière d'approches familiale et communautaire.</li> </ul>
<p><b>Accès universel à l'éducation de base :</b> <i>80 % au moins des enfants d'âge scolaire restent à l'école pendant les quatre années du cycle primaire</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le taux net d'inscription à l'école primaire a augmenté dans toutes les régions, atteignant 82 % pour l'ensemble du monde.</li> <li>L'Amérique latine a atteint son objectif régional à savoir que plus de 70 % d'enfants terminent le cycle primaire dans les zones urbaines.</li> <li>Le Forum mondial sur l'éducation (Dakar 2000) a entériné une définition exhaustive de la qualité en matière d'éducation.</li> <li>Plusieurs pays ont allongé la durée de l'éducation de base pour combler le fossé existant entre la fin de l'école obligatoire et l'âge minimal d'admission à l'emploi.</li> <li>L'éducation fait désormais partie intégrante de l'ensemble des mesures de base de l'assistance humanitaire.</li> <li>L'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTTE) II associe maintenant augmentation des investissements en matière d'éducation de base et allègement de la dette.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Près de 120 millions d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire restent non scolarisés, en particulier les enfants qui travaillent, ont le SIDA ou sont séropositifs, les enfants touchés par les conflits armés ou handicapés, issus de familles défavorisées ou de minorités, ou ceux qui vivent en milieu rural.</li> <li>Des millions d'enfants reçoivent un enseignement de qualité médiocre.</li> <li>Le tiers au moins des 190 millions d'enfants âgés de 10 à 14 ans qui vivent et travaillent dans les pays en développement n'ont aucun accès à l'éducation de base.</li> <li>Financer les interventions en faveur de l'éducation lors de crises humanitaires ne revêt qu'un faible niveau de priorité.</li> <li>La mise en œuvre de l'Initiative II a été lente.</li> </ul>

## OBJECTIFS

## PROGRÈS ACCOMPLIS

## CE QU'IL RESTE À FAIRE

### **Inégalités entre filles et garçons :** *réduction de l'écart existant*

- L'écart dans les taux d'inscription à l'école primaire pour les filles et les garçons s'est globalement réduit, passant de 6 à 3 points de pourcentage.
  - Parmi les régions en développement, l'Europe centrale et de l'est/ Communauté d'États indépendants et États baltes, l'Amérique latine et Caraïbes et l'Asie de l'Est et Pacifique présentent l'écart le plus faible (inférieur ou égal à 1 point de pourcentage).
  - Les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord ont réduit l'écart de moitié (7 points de pourcentage).
  - L'Asie du Sud a réduit l'écart de presque un cinquième (6 points de pourcentage).
- En Afrique subsaharienne, l'écart entre filles et garçons est resté inchangé au cours des 10 dernières années.

### **Alphabétisation des adultes :** *réduction du taux d'analphabétisme chez les adultes à la moitié de son niveau de 1990, avec une attention particulière portée à l'alphabétisation des femmes*

- L'analphabétisme des adultes est tombé de 25 à 20 %.
- Le nombre absolu d'adultes analphabètes dans le monde est resté le même, soit environ 900 millions dans les 10 dernières années, le nombre d'analphabètes augmentant dans la plupart des régions.
- L'analphabétisme touche de plus en plus les femmes, en particulier en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne.

### **Connaissances, compétences et valeurs nécessaires à une vie meilleure :** *acquisition accrue par les individus et les familles des connaissances, compétences et valeurs nécessaires à une vie meilleure, en ayant recours à tous les canaux d'éducation*

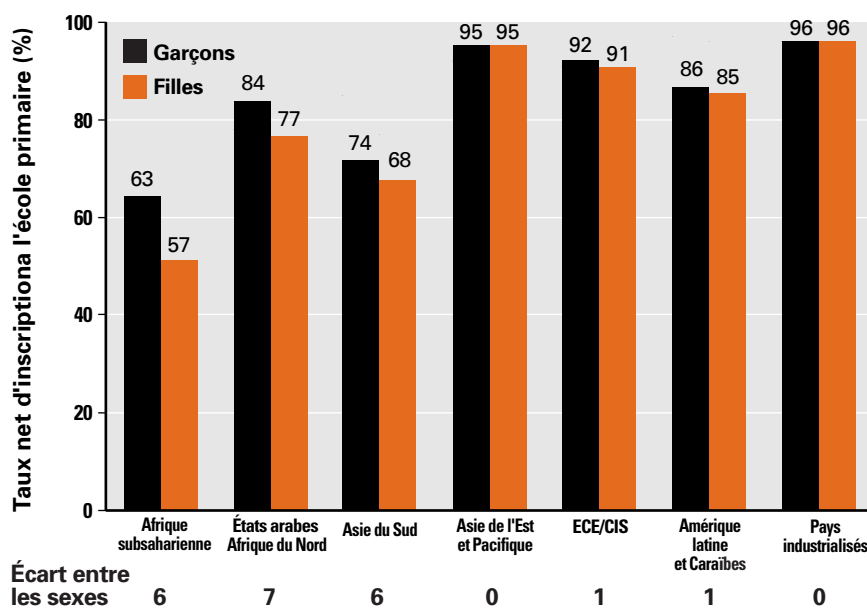
- Les services d'éducation et de formation des jeunes à d'autres compétences se répandent, les compétences nécessaires dans la vie courante et les connaissances permettant d'assurer les moyens de subsistance revêtant une plus grande importance.
- De nouveaux partenariats sont nés entre les éducateurs, le monde de l'industrie et les dirigeants communautaires afin de promouvoir un apprentissage bien adapté fondé sur les compétences.
- Les jeunes, en particulier en Europe centrale et de l'est et dans l'Afrique subsaharienne, doivent faire face au chômage massif et, souvent, aux déplacements.
- La majeure partie des jeunes d'Afrique subsaharienne et d'Asie ne disposent pas des connaissances leur permettant de se protéger du VIH/SIDA.

## ÉCART ENTRE LES SEXES

On entend par écart entre les sexes la différence existant entre garçons et filles, généralement au détriment des filles, dans la scolarisation et la poursuite ainsi que l'achèvement des études. Ces dernières années, cet écart a sensiblement diminué dans les deux régions où il était le plus important : au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, d'une part, et en Asie du Sud, de l'autre, bien qu'il reste beaucoup à faire en dépit de progrès considérables. En Afrique subsaharienne, l'écart entre les sexes est resté stable au cours des 10 dernières années. Là encore, de fortes disparités persistent, tant dans les pays qu'entre eux, qui, dans le premier cas, sont souvent masquées par les moyennes nationales.

Même dans les pays où les écarts quantifiés sont minimes, il peut exister des inégalités dans le contenu de l'enseignement, dans les méthodes pédagogiques et dans les équipements scolaires, dont résultent d'importantes différences sur le plan des résultats. Le fait qu'il n'existe pas d'écart évident entre les sexes peut cacher d'importantes inégalités. Dans les régions dont l'économie décline, où les inscriptions diminuent, la situation des filles peut devenir plus défavorable encore. Là où les croyances et les coutumes traditionnelles demeurent importantes, les filles peuvent s'attendre à devenir ménagères, assistantes maternelles ou épouses à un âge précoce. Des préjugés persistent également en ce qui concerne l'éducation des filles dans des écoles à prédominance masculine, de même que la violence contre les filles à l'école et, souvent, des stéréotypes sexistes dans les programmes scolaires.

### Taux net d'inscription à l'école primaire, 1999



Source : UNICEF/UNESCO, 2001.

## Éducation et situations d'urgence

Au cours des années 90, on a pris de plus en plus clairement conscience du fait que l'enseignement doit faire partie intégrante des dispositifs d'intervention en cas de situation d'urgence. Il permet en effet de réintroduire un semblant de stabilité dans des situations où les enfants risquent d'être traumatisés. Les besoins en matière d'enseignement devraient être inventoriés dès les premières phases d'une situation d'urgence. Car l'aide doit comporter plus que la fourniture de manuels scolaires et de matériel d'apprentissage. Elle doit intégrer des éléments tels que la sensibilisation au danger des mines terrestres, la prévention du choléra, la sensibilisation au problème de l'environnement et l'éducation en faveur de la paix et de la réconciliation. Dans les situations de crise, il faut aussi accorder une attention particulière au cadre d'apprentissage qui est offert aux enfants.

Depuis le milieu des années 90, l'UNICEF, l'UNESCO et d'autres partenaires ont fourni à plus de 30 pays touchés par des situations d'urgence des mallettes pédagogiques d'urgence, contenant du matériel didactique de base pour un effectif pouvant aller jusqu'à 80 élèves. De nouvelles mallettes,

# METTRE L'ACCENT SUR L'ÉDUCATION DES FILLES

## POURQUOI ?

## QUELS SONT LES AVANTAGES ?

- L'éducation est un droit.
  - Près de 53 % des enfants auxquels ce droit est dénié sont des filles.
  - L'écart entre les sexes est nettement plus important dans l'enseignement secondaire que dans l'enseignement primaire.
  - Les taux d'alphabétisation des filles sont inférieurs à ceux de garçons.
  - Outre qu'il leur arrive d'être victimes de la pauvreté, de la malnutrition et du VIH/SIDA, les filles sont encore défavorisées par leur sexe.
- Réalisation de ce droit.
  - Possibilité d'augmenter le revenu de la famille.
  - Mariage plus tardif et taux de fécondité moins élevés.
  - Baisse de la mortalité infantile.
  - Baisse de la mortalité maternelle.
  - Des familles et des enfants mieux nourris et en meilleure santé.
  - Des perspectives plus ouvertes et plus de latitude dans la vie personnelle pour les femmes (protection contre le VIH/SIDA notamment).
  - Participation accrue des femmes au développement et à la prise des décisions politiques et économiques.

## EXEMPLES D'APPROCHES NOVATRICES

### Fille-à-fille (Bénin)

Dans le cadre du programme de tutorat et de conseil fille-à-fille exécuté au Bénin, des écolières inscrites dans les établissements d'enseignement primaire sont chargées de s'occuper de fillettes plus jeunes qui viennent d'entrer à l'école et dont on craint qu'elles n'abandonnent leurs études.

### Écoles flottantes (Cambodge)

Des écoles flottantes adaptées aux déplacements saisonniers des habitants des péniches ont permis d'améliorer l'accès à l'école primaire jusqu'en deuxième année tant pour les filles que pour les garçons. Un horaire dédoublé facilite encore la scolarisation des filles.

### Scolarisation des filles/travail des enfants (Pérou)

Un programme parrainé par l'UNICEF aide les enfants non scolarisés qui travaillent à entrer à l'école et à s'y instruire. Trente mille filles et garçons en ont jusqu'à présent tiré parti. Il a été obtenu des autorités locales qu'elles s'engagent à faire le nécessaire pour que filles et garçons puissent s'inscrire ou se réinscrire à l'école.

### Perspectives complémentaires pour l'enseignement primaire (Ouganda)

Dans le cadre de la stratégie nationale d'enseignement primaire pour tous, ce programme vise à élaborer des approches complémentaires pour un enseignement de base destiné aux adolescents qui n'ont pas reçu d'instruction primaire. Il fonctionne maintenant dans huit districts. Les taux de réussite tendent à dépasser ceux dont peuvent se prévaloir les écoles traditionnelles

### Projet de Diphallana (Botswana)

Le projet de Diphallana vise les filles enceintes et les futurs pères qui tendraient à abandonner leurs études. Grâce aux rapports établis avec les écoles, il permet

d'assurer la prestation des services de garderie gratuite pour les enfants d'adolescents et d'adolescentes ainsi que des cours sur l'art d'élever des enfants. Les activités entreprises à ce titre s'inscrivent dans le cadre de politiques nationales visant à améliorer la situation des filles enceintes.

### Politiques favorables aux filles (Zambie)

En 1995, la Zambie a adopté la Déclaration sur l'éducation des fillettes, qui mettait l'accent sur la promotion de l'apprentissage et de l'orientation. Le Programme pour la promotion de l'éducation des filles, exécuté sur une base expérimentale avec l'appui de l'UNICEF, est maintenant élargi dans le cadre de l'approche sectorielle.

### Écoles communautaires axées sur la qualité (Égypte)

Avec sa centaine d'écoles existantes et d'autres à venir, le projet d'écoles communautaires commence à s'élargir. La pédagogie y est fondée sur les activités d'apprentissage, et la formation des enseignants vise à les sensibiliser à la parité entre les sexes. Dans les régions où il est exécuté, l'inscription des filles a augmenté, passant d'un taux aussi faible que 30 % à un taux aussi élevé que 70 %; le taux de fréquentation se maintient entre 95 et 100 % et les résultats des candidats aux examens nationaux sont élevés.

### Écoles du Comité du Bangladesh pour le progrès rural (Bangladesh)

Grâce à des politiques destinées à attirer et à retenir les filles à l'école, le Bangladesh a réalisé d'énormes progrès pour ce qui a trait à l'inscription des filles à l'école primaire, qui est maintenant supérieure en nombre à celle des garçons. Les efforts novateurs des écoles du Comité du Bangladesh pour le progrès rural qui ont par la suite été transposés par d'autres ont contribué à ce résultat remarquable.

destinées aux très jeunes enfants et faisant place à la récréation, sont en préparation.

Pour beaucoup d'organismes, dont le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), il importe au plus haut point d'élargir l'accès des enfants réfugiés à l'école. Bien que l'appui financier apporté à cet effet soit limité et inégal, des progrès ont été faits en matière d'enseignement à l'intention des enfants réfugiés. En Arménie, par exemple, un projet de manuel scolaire a récemment aidé à réduire les taux d'abandon scolaire tant parmi les écoliers locaux que parmi les écoliers réfugiés.

## Travail des enfants et éducation

L'éducation constitue une stratégie fondamentale pour ce qui est de prévenir le travail des enfants. Ceux-ci sont davantage portés à travailler s'ils n'ont pas accès à l'éducation ou si le type d'éducation qui leur est offert ne répond pas aux critères d'accessibilité, de qualité et de pertinence. Bien des enfants exploités sur les lieux de travail abandonnent complètement l'école. D'autres parviennent à conjuguer travail et école, mais leur capacité d'apprendre est fortement diminuée par la fatigue.

Les efforts accomplis en vue d'élaborer des programmes scolaires plus pertinents, axés aussi bien sur la préparation à la vie active que sur l'acquisition de connaissances techniques, constituent un apport important à la lutte contre le travail des enfants.

De même, l'application de méthodes d'enseignement non traditionnelles a été riche d'enseignements pour les éducateurs et pour ceux qui s'occupent d'enfants qui travaillent. Au nombre des formules nouvelles figurent un programme exécuté en Asie du Sud à l'intention des enfants libérés des manufactures de tapis, qui leur offre à la fois gîte, couvert et enseignement, et un autre qui a permis d'ouvrir des écoles destinées aux enfants précédemment réduits en esclavage, où ceux-ci reçoivent, en trois ans, un enseignement primaire normalement étalé sur cinq.

L'entrée en vigueur de la Convention No. 182 de l'OIT concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants et les textes adoptés à l'échelon national dans ce domaine constituent un progrès important des 10 dernières années. L'une des stratégies mises en avant est l'interdiction de tout travail dangereux ou nuisible à l'éducation, à la santé ou au développement de l'enfant, jointe à une législation qui rend l'instruction primaire obligatoire et gratuite pour tous. De même, il est essentiel de faire en sorte que l'âge de la fin de la scolarité obligatoire coïncide avec l'âge minimum d'entrée sur le marché du travail.

### INCLURE LES EXCLUS

En 1994, la Déclaration et le Programme d'action de Salamanque relatifs aux besoins éducatifs spéciaux

***La médiocrité ne se traduit pas seulement par un taux élevé d'abandon en cours d'études et par l'insatisfaction de familles mécontentes du contenu de l'enseignement, mais aussi par un gaspillage considérable d'énergie et de ressources tant publiques que privées.***

ont établi que les écoles ordinaires devraient accueillir tous les enfants, quelle que soit leur condition physique, intellectuelle, affective, sociale, linguistique ou autre. L'UNESCO, l'UNICEF, l'organisation Save the Children et d'autres organismes ont élaboré des programmes spéciaux visant à promouvoir l'éducation des enfants que la société exclut de diverses façons. Ceux-ci ont pour objet d'inciter les autorités publiques à prendre une part plus active à la mise en place de projets d'éducation de base et de formation

professionnelle pour les enfants marginalisés ou exclus, notamment les enfants des rues, les enfants qui travaillent et les enfants handicapés.

### QUALITÉ DES ÉLÈVES ET DU MILIEU D'APPRENTISSAGE

L'état de santé des enfants, leur état nutritionnel et leur volonté d'apprendre, la qualité du milieu scolaire et

des méthodes d'enseignement et d'apprentissage, ainsi que le contenu de l'enseignement dispensé et la manière dont il est reçu, laissent encore dans bien des cas beaucoup à désirer. Paradoxalement, la scolarisation d'un plus grand nombre d'enfants dans les années 90 a rendu l'amélioration de la qualité plus difficile à assurer. La médiocrité ne se traduit pas seulement par un taux élevé d'abandon en cours d'études et par l'insatisfaction de familles mécontentes du contenu de l'enseignement, mais aussi par un gaspillage considérable d'énergie et de ressources tant publiques que privées.

Une étude réalisée pour le compte du Forum mondial sur l'éducation, dans laquelle étaient passés en revue les résultats de tests portant sur l'instruction élémentaire et la préparation à la vie active dans 36 pays, a montré que, dans la plupart des cas, les élèves se situaient bien en deçà du niveau attendu d'eux. Dans 19 des 29 pays visés, moins de la moitié des enfants en quatrième année atteignaient le niveau de base en arithmétique. La mesure dans laquelle les enfants acquièrent les aptitudes et les valeurs indispensables pour vivre dans un monde de plus en plus complexe et souvent dangereux – respect des différences, règlement des conflits, conciliation et tolérance, par exemple – est plus incertaine encore.

Nombre de pays économiquement développés et industrialisés, où l'instruction primaire pour tous avait déjà été instituée au début de la décennie, ont mis les années 90 à profit pour améliorer la qualité de l'enseignement et pourvoir aux besoins de groupes particuliers dont les membres tendent à échouer et sont diversement vulnérables. On se soucie de plus en plus des enfants défavorisés à plus d'un titre. Divers motifs de discrimination – sexe, race, origine ethnique, religion ou langue – peuvent se conjuguer de telle façon que l'enfant se voie non seulement exclure de l'école mais aussi priver de possibilités d'emploi ultérieures.

Les écoles qui ne sont pas accueillantes, salubres, dénuées de danger et propices à l'épanouissement de l'enfant, en particulier celui de la fillette, comptent parmi les causes du problème que constitue l'abandon scolaire. Les enfants sont de plus en plus nombreux à entrer à l'école mais ils doivent faire face à une multitude de problèmes qui les empêchent d'achever leurs études. Les familles peuvent les retirer de l'école parce que leur travail et les revenus qu'elles en tirent leur sont nécessaires, et ils sont trop souvent rebutés par la culture et le langage de la salle de classe.

## Enseignement secondaire et enseignement technique

De plus en plus de pays étalent « l'éducation de base » sur neuf ou même 12 ans de scolarité et s'efforcent d'augmenter considérablement le nombre des enfants qui peuvent en bénéficier. Il est clair que davantage d'efforts devront être faits pour garder les enfants à l'école jusqu'à l'âge de 15 ans au moins. Les adolescents, surtout dans les années critiques comprises entre l'achèvement des études primaires et l'âge de 15 ans, courent toutes sortes de risques dont celui du mariage précoce. Ici aussi, cependant, les résultats diffèrent considérablement d'une région à l'autre, à l'intérieur d'un même pays et selon le sexe. Il est difficile de rassembler des données sur les méthodes d'enseignement non traditionnelles, mais les taux bruts d'inscription des garçons dans l'enseignement secondaire vont de 28 % en Afrique subsaharienne à 66 % en Asie de l'Est et dans le Pacifique. Pour les filles, ces taux vont de 22 à 60 %.

En Europe occidentale et dans d'autres pays développés, dont les pays d'Europe centrale et de l'Est/CEI, les années 90 ont été marquées par une préoccupation persistante touchant le chômage des jeunes et des adultes. Bien des programmes ont été mis sur pied dans les écoles et les établissements de formation professionnelle afin de faciliter le passage des études à la vie professionnelle. Il est reconnu de la sorte que la cohésion sociale serait gravement compromise si ce passage n'était pas réussi.

Dans nombre de pays d'Afrique, la formation professionnelle constitue l'une des priorités de l'État, mais le taux de chômage des jeunes est souvent très élevé. La précarité de l'économie et l'incertitude régnant quant à l'expansion du marché du travail font que l'efficacité des programmes exécutés à ce titre est souvent contestée.

En règle générale, l'enseignement et la formation destinés aux jeunes et aux adultes gagnent en ampleur et de nouveaux partenariats ont associé corps enseignant, industrie et organes communautaires. Néanmoins, l'effort de collaboration entre les divers programmes doit s'intensifier.

## Enseignements tirés de l'expérience dans le domaine de l'éducation

Bien des enseignements ont été tirés des efforts accomplis depuis 10 ans en vue d'atteindre les objectifs du Sommet mondial pour les enfants et de la Déclaration de Jomtien. En dépit de chiffres et de résultats parfois décevants, on sait maintenant beaucoup mieux qu'il y a 10 ans « ce qui marche » en matière d'éducation. Les idées novatrices et projets pilotes prometteurs d'alors se sont traduits en réformes et en programmes nationaux. Les approches efficaces de certains problèmes particuliers, tels que l'éducation des filles et la scolarisation des enfants dans les régions difficiles d'accès, ont été mises au point, documentées et diffusées. Au nombre de celles-ci figurent les suivantes :

### **Moyens de faire entrer davantage d'enfants à l'école :**

- Enregistrement de toutes les naissances, de façon que les enfants aient les documents nécessaires pour s'inscrire à l'école;
- Mobilisation sociale et sensibilisation des parents à l'importance de l'éducation;
- Mécanismes scolaires ou communautaires permettant d'identifier les enfants exclus ou vulnérables et de les aider à entrer à l'école;
- Partenariats école-communauté plus robustes pour l'administration des écoles;
- Approches plus flexibles en matière d'enseignement, notamment système de la classe unique, programmes de langue maternelle et calendriers et horaires souples;

### **Efforts visant à faire en sorte que les filles aient pleinement accès, en toute égalité, à l'instruction élémentaire et aient les mêmes possibilités de réussite que les garçons :**

- Programmes de sensibilisation et de mobilisation aux niveaux national et communautaire;
- Programmes visant à éliminer les obstacles culturels, sociaux et économiques à l'éducation des filles (programmes de garderie pour frères ou sœurs plus jeunes, politiques visant à permettre aux filles enceintes et aux jeunes mères de continuer à fréquenter l'école, suppression des frais scolaires et, au besoin, programmes d'incitation financière, notamment pour les orphelins, etc.);
- Politiques et programmes nationaux et locaux visant à éliminer toutes les formes de discrimination fondées sur le sexe, notamment programmes d'enseignement et de formation respectueux des différences entre les sexes, milieux propices à l'épanouissement de l'enfant;

### **Politiques et programmes d'ensemble visant à améliorer la qualité de l'éducation et à promouvoir le respect des différences entre les sexes :**

- Élèves de qualité : enfants en bonne santé, bien nourris, désireux d'apprendre et soutenus par la famille et la communauté;
- Contenu de qualité, y compris programmes pertinents et matériel adéquat pour l'instruction élémentaire et la préparation à la vie active;
- Méthodes d'enseignement et d'apprentissage de qualité;
- Milieux d'apprentissage de qualité, salubres et dénués de danger, propices à l'épanouissement physique, affectif et psychosocial, où les enfants sont protégés contre les mauvais traitements;
- Résultats de qualité, clairement définis et cotés avec précision s'agissant aussi bien des connaissances que du comportement et des aptitudes.

### **Autres enseignements importants des 10 dernières années :**

- Les pays peuvent réussir, même si leur revenu par habitant est faible, à la condition que les dirigeants soient résolus, qu'une planification stratégique reposant sur des objectifs réalistes soit mise en œuvre et qu'il puisse être fait appel à des administrateurs et à du personnel compétents. Le Botswana, le Malawi et l'Ouganda, en Afrique subsaharienne, de même que le Bangladesh et

la Chine en Asie offrent des exemples de pays ayant progressé de manière notable. De vastes partenariats comptent pour beaucoup dans la réussite.

- Enseignants, administrateurs et autres agents de l'éducation doivent être amenés à percevoir réformes et stratégies nouvelles comme étant les leurs, plutôt que comme les menaçant;
- L'amélioration de la qualité de l'enseignement exige qu'une action soutenue et de grande ampleur soit menée sur tous les plans. Des projets à court terme et de portée limitée ne sauraient suffire;
- Dans un monde de plus en plus complexe, les écoles doivent être capables de jouer un rôle important à l'appui de la paix et du respect de la diversité, de la famille et des cultures, des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Dans des situations de crise et de conflit, l'école peut aider enfants et adultes à retrouver un semblant de stabilité et de vie normale;
- L'éducation appelle des approches aussi bien traditionnelles que non traditionnelles. Qu'elles s'inscrivent dans le cadre d'une action publique ou privée, celles-ci doivent faire partie intégrante d'un système d'éducation unifié, visant à apporter un enseignement de qualité à tous les enfants.

## Développement du jeune enfant

Le Sommet mondial pour les enfants préconisait une amplification des activités axées sur le développement du jeune enfant, notamment des interventions appropriées et peu coûteuses au niveau de la collectivité.

Des progrès considérables ont été accomplis au cours des dix années qui se sont écoulées depuis le Sommet, encore qu'à des rythmes très différents dans chaque pays. Tout d'abord, les chercheurs et les décideurs, les donateurs et les planificateurs, les professionnels et les parents comprennent mieux que les jeunes enfants ont besoin de recevoir des soins de bonne qualité. Ils comprennent aussi qu'étant multi-disciplinaires par nature, les soins à donner au jeune enfant exigent que les tâches parentales et la santé, la nutrition et l'apprentissage convergent. Ils sont plus nombreux à admettre que l'apprentissage commence à la naissance. De nouvelles preuves scientifiques ont révélé l'importance cruciale que les premières années revêtent pour la qualité de l'avenir de l'enfant, sur les plans personnel, social et économique. L'importance de l'éducation des parents touchant toute la gamme des soins – santé, nutrition, hygiène et activités d'éveil – et de partenariats solides entre les familles et les organisations communautaires est maintenant plus évidente aussi. La place des rôles masculin et féminin dans le développement du jeune enfant, soit la manière différente dont sont traités filles et garçons et la socialisation selon le sexe dans les premières années, est plus communément reconnue de même.

Des progrès considérables ont été accomplis en ce qui concerne certains aspects du développement du jeune enfant, en particulier la réduction de la mortalité infantile et postinfantile et la supplémentation en micronutriments. Cela étant, l'ampleur des programmes de soins au jeune enfant, bien qu'en augmentation, est très difficile à évaluer en raison de différences marquées dans la définition desdits programmes et du manque de visibilité de nombreuses activités appuyées par le secteur privé, telles que les services de garderie. En règle générale, les progrès les plus sensibles ont été réalisés parmi les populations urbaines et les groupes avantagés qu'intéressent des programmes préscolaires de type classique, dont bon nombre sont trop théoriques par nature. Il faudrait s'intéresser davantage aux besoins des jeunes enfants et de leurs familles, à l'apprentissage par le jeu, aux programmes familiaux et communautaires rentables et de haute qualité, et aux besoins particuliers des enfants les plus vulnérables et les plus défavorisés. L'expérience montre que les meilleurs programmes visent à pourvoir à la fois aux besoins physiques et aux besoins intellectuels et affectifs de l'enfant.

L'action des ONG, des groupes communautaires et des organisations religieuses constitue souvent la base de ces programmes. Toutefois, davantage de gouvernements ont reconnu la nécessité de politiques

***L'expérience montre que les meilleurs programmes visent à pourvoir à la fois aux besoins physiques et aux besoins intellectuels et affectifs de l'enfant.***

## PROGRAMMES NOVATEURS À L'INTENTION DU JEUNE ENFANT

En **Jamaïque**, le Programme d'assistantes maternelles itinérantes apporte une aide aux mères adolescentes dans un pays où plus de 20 % des enfants naissent de filles âgées de 15 à 19 ans. Les garderies permettent aux jeunes mères d'assister à des séances d'orientation, d'acquérir une formation professionnelle ou de suivre des cours portant sur des disciplines scolaires ou sur le respect de soi. Les grands-mères et les pères des enfants suivent également des cours spéciaux sur les soins à donner aux enfants.

Aux **Philippines**, un programme propose des services de santé, de nutrition et des activités d'éducation préscolaire aux jeunes enfants de communautés marginalisées. En mettant à contribution divers ministères à l'échelle nationale et des animateurs ainsi que des fonctionnaires responsables du développement des enfants à l'échelle communautaire, le programme permet de suivre la croissance de chaque enfant et de surveiller l'accès au sel iodé, aux micronutriments, à l'eau potable et aux installations sanitaires, ainsi que de conseiller les parents sur la nutrition et le développement de l'enfant.

À **Cuba**, le programme communautaire intitulé « Éduquez votre enfant » a été lancé à l'échelle nationale en 1992. Il propose des activités pour les enfants, telles que sorties dans des parcs, visites de musées ou fréquentation de centres sportifs, ainsi que pour leurs familles, notamment des séances d'orientation et d'information. Atteignant un pourcentage élevé des enfants de moins de 7 ans, il compte pour beaucoup dans les réalisations du pays en matière d'instruction primaire.

En **Namibie**, les ONG et les groupes communautaires mettent actuellement en place un réseau de puéricultrices et des initiatives visant à améliorer les soins aux jeunes enfants, à la fois dans les centres spécialisés et à la maison. Des conseillers de communauté se rendent régulièrement dans les centres où ils partagent leur expérience avec les puéricultrices.

En **Turquie**, le programme de formation des mères répond aux besoins des nouvelles familles désireuses de s'occuper des enfants à la maison. Les mères et d'autres membres de la famille apprennent à créer un environnement familial sain et stimulant, et une série de vidéos traitant du développement de l'enfant a été distribuée à plus de 80 000 mères du pays.

et de mesures de soutien ayant expressément pour objet de permettre à ces initiatives de porter leurs fruits, même s'ils ne peuvent apporter eux-mêmes qu'un soutien financier limité. Ainsi, des pays tels que la Jamaïque, la Jordanie, la Namibie, le Népal, les Philippines et la Turquie s'orientent actuellement vers des politiques globales visant à intégrer les programmes traitant de différents aspects du développement du jeune enfant – santé, nutrition, stimulation et éducation préscolaire – et faisant une place à la législation, à la réglementation, aux programmes, aux budgets et aux activités de formation nécessaires pour mieux assurer la prestation de services. Ces pays et un certain nombre d'autres mettent aussi beaucoup plus fortement l'accent sur l'éducation des parents et le soutien aux parents, et s'aident dans bien des cas d'approches participatives et de méthodes de communication novatrices pour atteindre les objectifs visés.

Le soutien que la communauté internationale apporte aux politiques et aux programmes de développement de la petite enfance s'est amplifié. Le nombre de projets de développement du jeune enfant que parraine la Banque mondiale, par exemple, a considérablement augmenté depuis 10 ans. L'UNICEF et l'UNESCO s'emploient à faire prévaloir des programmes plus complets, ainsi que des programmes d'éducation préscolaire plus sains, plus sûrs et plus stimulants. Des organismes bilatéraux et des ONG, internationaux et locaux s'intéressent aussi au développement du jeune enfant. Depuis 1984, le Consultative Group on Early Childhood Care and Development, un organisme interinstitutions chargé d'améliorer la situation des jeunes enfants particulièrement vulnérables, facilite le travail et la communication de ces institutions.

À l'aube de la nouvelle décennie, les sources de financement des programmes de développement de la petite enfance se multiplient, aux échelons tant national qu'international; de meilleurs systèmes de suivi des programmes sont mis au point; on accorde plus d'attention à la qualité des programmes scolaires, aux compétences et à la formation des pourvoyeurs de soins et à la mesure dans laquelle les ressources et installations répondent aux besoins à satisfaire; et on s'attache davantage à éliminer les disparités, souvent importantes, qui existent encore entre les pays en matière de programmes de développement du jeune enfant et à l'intérieur de chaque pays.

## PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE L'EXPÉRIENCE ACQUISE EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT DU JEUNE ENFANT

- Toutes les dimensions du développement du jeune enfant – santé et nutrition, hygiène et développement cognitif, social et affectif – sont liées entre elles et constituent les fondations d'une vie saine et productive. Chacune doit être abordée sous ces divers angles.
- Les gouvernements ont un rôle important à jouer aussi bien pour établir les politiques et les normes devant régir toutes les initiatives, non gouvernementales et privées, entre autres, axés sur les besoins multiples du jeune enfant et de la famille que pour encourager toutes les personnes concernées à répondre à ces besoins.
- Un investissement accru en faveur du développement du jeune enfant se traduit par une économie à long terme de fonds aussi bien publics que privés; il en résulte en effet de moindres besoins en soins de santé, en aide sociale et en services judiciaires ainsi qu'une meilleure efficacité du système d'éducation.
- Les parents et les dispensateurs de soins primaires, en particulier les familles pauvres en difficulté, doivent être soutenus afin de pouvoir prodiguer les soins essentiels et la stimulation dont les nourrissons et les jeunes enfants ont besoin pour survivre, grandir et s'épanouir.

### Alphabétisation des adultes

Le Sommet mondial pour les enfants préconisait de réduire de moitié, au moins, le taux d'analphabétisme des adultes de 1990 et de mettre particulièrement l'accent sur l'alphabétisation des femmes. Depuis lors, le pourcentage d'analphabètes dans le monde est tombé de 25 à 20 %, soit une diminution d'un sixième.

L'analphabétisme résulte de l'interaction complexe de plusieurs facteurs d'ordre culturel, socio-économique et éducatif et n'est pas un problème que l'on peut rapidement éliminer. L'évaluation des progrès réalisés en matière d'alphabétisation est difficile car divers termes sont utilisés dans ce domaine : alphabétisation précoce, fonctionnelle, visuelle, etc. Des divergences persistent également quant à la mesure du degré d'alphabétisation – autoévaluation, niveau d'instruction obtenu, tests ou autres moyens.

Cependant, quelles que soient les méthodes de mesure, l'objectif de l'alphabétisation des adultes reste crucial. Des adultes ne sachant pas lire, écrire, compter ou calculer sont désavantagés sur presque tous les plans dans la vie quotidienne. En outre, les parents analphabètes ne sont pas les mieux placés pour encourager leurs enfants à apprendre à lire, à calculer et à acquérir d'autres aptitudes. Il ressort d'évaluations effectuées à la fin de la décennie que des progrès ont été réalisés, avec une légère diminution des taux estimatifs d'analphabétisme dans toutes les régions. Le nombre absolu d'analphabètes dans le monde reste toutefois de 900 millions environ depuis 20 ans.

Cela étant, l'analphabétisme tend à se concentrer. L'UNESCO indique que, dans toutes les régions, à l'exception des Amériques, les femmes représentent un pourcentage de plus en plus important des adultes analphabètes. L'analphabétisme mondial se concentre également en Asie du Sud et dans les pays les moins avancés de l'Afrique subsaharienne. On estime que les trois plus grands pays d'Asie du Sud comptent aujourd'hui pour près de la moitié des adultes analphabètes dans le monde, contre un tiers environ en 1970.

Il reste que l'analphabétisme n'est pas limité aux pays en développement. De plus en plus d'études sur le degré d'alphabétisation qu'exige la vie quotidienne dans les pays industrialisés indiquent que le pourcentage de jeunes gens et d'adultes qui n'atteignent pas le niveau d'instruction élémentaire requis pour être efficaces demeure important. Ce problème s'est intensifié avec l'expansion de « la civilisation de l'information », qui fait que l'aptitude à se servir d'un ordinateur devient rapidement un impératif dans certains pays.

Au-delà des chiffres, diverses tendances importantes se dessinent. Les ONG ont amplifié l'action qu'elles mènent à l'appui de l'alphabétisation, ce en raison notamment du fait que la question ne suscite plus suffisamment d'intérêt de la part des gouvernements et des organismes internationaux, qui ont donc cessé d'investir à ce titre. La nécessité d'aborder l'alphabétisation de façon plus contextuelle en

prêtant davantage attention aux besoins spécifiques de telle ou telle catégorie d'utilisateurs est mieux comprise. L'alphabétisation des adultes ne constitue que l'une des multiples composantes de l'effort d'éducation qu'exige le siècle naissant; elle est indissociable de l'alphabétisation précoce du jeune enfant et de la famille, ainsi que de celle qu'assure l'instruction primaire traditionnelle. Dans cette perspective nouvelle, on s'attache désormais davantage à mettre au point des outils d'évaluation et des mécanismes de suivi plus fiables et plus précis.

#### PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE L'EXPÉRIENCE ACQUISE EN MATIÈRE D'ALPHABÉTISATION

- L'analphabétisme se transmettra d'une génération à l'autre à moins que ne se manifeste la volonté politique nécessaire pour qu'il soit décidé de l'éliminer dans les pays où il persiste et d'affecter les ressources voulues à cette fin.
- Les progrès ont jusqu'à présent été difficiles à mesurer du fait que des définitions et des objectifs clairement établis et des mécanismes permettant d'évaluer les résultats obtenus font généralement défaut.
- Les mécanismes mis en place à l'échelon national en vue de promouvoir l'alphabétisation présentent des inconvénients, notamment une coordination insuffisante entre les principaux acteurs, des chaînes de responsabilité floues entre les différents niveaux, des stratégies directives, des approches et des bureaucraties conservatrices. L'expérience de la Chine et de l'Indonésie montre néanmoins que même si les mécanismes qui les sous-tendent laissent à désirer, des activités concertées et soutenues permettent de progresser.
- La forte participation des ONG et des associations locales, en particulier celles créées par des femmes, et l'utilisation de structures mises en place au niveau de la communauté et du quartier sont importantes pour réduire l'analphabétisme.
- Les programmes d'alphabétisation des adultes ne fonctionneront pas tant qu'ils ne donneront lieu qu'à des interventions isolées, que le suivi en sera mal assuré et qu'ils ne suivront pas le mouvement général de réforme de l'éducation et d'innovation;
- Le niveau d'instruction et l'alphabétisation des parents, des femmes en particulier, influent directement sur la survie, la croissance et le développement des enfants.

### **Connaissances, compétences et valeurs nécessaires à une vie meilleure**

Le Sommet mondial pour les enfants préconisait une *acquisition accrue par les individus et les familles des connaissances, compétences et valeurs nécessaires à une vie meilleure, grâce au concours de tous les canaux d'éducation – y compris les médias, les autres formes de communication modernes et traditionnelles et l'action sociale – l'efficacité de ces interventions étant appréciée en fonction de la modification des comportements.*

De gros progrès ont été faits depuis 10 ans quant à l'utilisation de la communication pour obtenir des résultats en faveur des enfants. Ces dernières années en particulier, un changement marqué s'est produit dans les approches de communication, une importance accrue étant accordée à la participation de communautés précédemment qualifiées de « bénéficiaires ». Celles-ci sont maintenant considérées comme des partenaires à part entière, aux côtés des gouvernements et des organisations de la société civile, dans le cadre des initiatives prises en vue d'améliorer le bien-être des communautés et des enfants.

Par ailleurs, des stratégies de communication sont élaborées de façon beaucoup plus systématique en intégrant la recherche et l'analyse participatives, la planification, l'exécution, le suivi et l'évaluation. Outre les techniques de l'information et du marketing social, la décennie a donné lieu à l'utilisation de méthodes novatrices fondées sur différents moyens de communication permettant de toucher tous les niveaux de la société. L'Initiative de communication « Meena » en Asie du Sud en offre un exemple. Cette initiative a en particulier suscité l'intérêt et la participation des enfants eux-mêmes et permis

## MEENA : UNE APPROCHE VIVANTE DE L'APPRENTISSAGE DE L'AUTONOMIE POUR LES FILLES

Au début de la décennie, les gouvernements du Bangladesh, de l'Inde, du Népal et du Pakistan ont décidé de proclamer les années 90 « Décennie des petites filles ». Pour les aider à donner suite à cette décision, l'UNICEF a mis au point l'Initiative de communication « Meena », projet fondé sur l'utilisation des médias et visant à changer les conceptions et les comportements qui, dans cette région, constituent des obstacles à la survie, à la protection et au développement des filles. Dans le cadre de l'Initiative « Meena » ont été élaborés toute une série de produits multimédias : dessins animés, vidéos, séries radiophoniques, magazines de bandes dessinées, affiches, guides de réflexion, arts populaires (marionnettes, chansons et théâtre), calendriers, autocollants, etc., transmettant des messages portant sur les sexospécificités, les droits de l'enfant et l'éducation par des moyens de divertissement populaire. Le personnage principal est une fille appelée Meena, dont la vie témoigne des discriminations subies par les filles et les femmes mais comporte également des aspects positifs dont les familles et les collectivités peuvent tirer des enseignements. Meena est pleine de vitalité et de dynamisme et donne une image positive de la petite fille, l'image non d'une victime mais d'une personne dotée de potentiel. Les thèmes ont été choisis à l'issue de travaux de recherche réalisés sur le terrain et portent sur les droits et les besoins prioritaires des filles, notamment leur éducation, leur développement et leur santé; ils transmettent également certaines connaissances pratiques propres à aider les filles à prendre leur destinée en main. Dans une immense majorité, les évaluations du projet Meena sont favorables. Du Bangladesh au Népal, la population a adopté Meena, non seulement pour la nouveauté des supports électroniques mais également pour la valeur éducative de la série. D'après les résultats d'une enquête menée par Save the Children de Katmandou, Meena était le modèle favori des enfants des rues. D'après une autre enquête effectuée à Dacca, plus de 50 % des personnes interrogées savaient qui était Meena et ce qu'elle incarnait. Une initiative du même genre – Sara – a été lancée en Afrique de l'Est et australe en 1995 et a connu le même succès.

de leur inculquer, même aux plus jeunes, des valeurs et des principes fondamentaux, tels que l'égalité des sexes et la nécessité pour tous les enfants d'avoir une éducation.

### MISE À PROFIT DES NOUVELLES TECHNOLOGIES POUR ÉLARGIR L'ACCÈS À L'ÉDUCATION

Les technologies de l'information et de la communication offrent d'immenses possibilités. Elles permettent de diffuser les connaissances, de faciliter l'accès des collectivités isolées et défavorisées à l'éducation, de soutenir la formation des enseignants, de développer la collecte et l'analyse des données et de renforcer les systèmes de gestion. En outre, elles favorisent la communication d'une salle de classe à l'autre et d'une culture à l'autre, créant des courants d'échange qui, s'ils ne parviennent pas jusqu'aux enfants des collectivités les plus défavorisées et les plus marginalisées, peuvent atteindre, et atteindre, les institutions et acteurs qui se trouvent en contact avec eux, notamment les fournisseurs de services et de nombreuses organisations non gouvernementales.

La tâche à laquelle nous devons nous atteler consiste donc à réduire les inégalités de l'accès à l'acquisition des connaissances – la « fracture numérique » – grâce aux nouvelles technologies. Les politiques et stratégies adoptées doivent viser à rétablir l'équilibre dans ce domaine, entre autres, surtout dans les régions du monde où continuent de sévir la pauvreté, les conflits et la discrimination.

### Évolution des politiques et des stratégies en matière d'éducation

En élaborant le Plan d'action du Sommet mondial pour les enfants, ceux qui définissaient les stratégies étaient convaincus que, comme pour les soins de santé primaires et la survie des enfants lors de la décennie précédente, il fallait une intervention radicale qui aiderait à surmonter rapidement les nombreux obstacles au progrès de l'éducation de base. L'intervention en question consisterait à centrer les efforts sur l'enseignement primaire universel, en particulier en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud. Les stratégies retenues pour parvenir à l'enseignement primaire universel étaient les suivantes :

- Définir des objectifs et mettre au point des stratégies dans chaque pays;
- Définir et analyser les niveaux atteints en matière d'acquisition des connaissances;
- Donner la priorité aux filles, aux femmes et aux autres groupes défavorisés;
- Favoriser des aspects tels que le développement du jeune enfant et encourager l'utilisation des médias et d'autres moyens de communication efficaces pour compléter les programmes d'enseignement primaire et d'alphabétisation des adultes;
- Mobiliser tous les éléments organisés de la société – organisations de jeunes, associations féminines, syndicats, organismes religieux, organisations sociales et culturelles, associations professionnelles, coopératives et entreprises industrielles – pour que l'éducation de base soit classée parmi les plus grandes priorités nationales.

L'objectif d'une éducation de base pour tous paraissait ambitieux tout en étant accessible du point de vue financier. Plusieurs pays dépensaient déjà plus pour l'enseignement primaire que pour tout autre service social de base. L'Organisation des Nations Unies et la Banque mondiale estimaient que 83 milliards de dollars (en dollars de 1995) étaient déjà consacrés chaque année à l'enseignement primaire et que,

***Moins de 2 % de l'aide internationale vont à l'enseignement primaire ou à l'éducation de base, et les principaux bénéficiaires de l'aide à l'éducation ne sont pas les pays les moins avancés.***

pour le rendre universel, il fallait 7 à 8 milliards de dollars de plus par an, soit environ le coût de trois sous-marins nucléaires.

Certains pays, d'Asie de l'Est en particulier, ont investi avec persévérance les ressources nécessaires, réussissant à élever les taux de scolarisation primaire à presque 100 %. Toutefois, les investissements au bénéfice de l'éducation de base ont été globalement

décevants, en particulier en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud.

En outre, la quasi-totalité de l'aide internationale à l'éducation est destinée à l'enseignement supérieur. Moins de 2 % de l'aide internationale vont à l'enseignement primaire ou à l'éducation de base, et les principaux bénéficiaires de l'aide à l'éducation ne sont pas les pays les moins avancés. L'aide à l'éducation de base, exprimée en pourcentage de la totalité de l'aide aux pays en développement, augmente à peine.

Depuis la dernière décennie, la Banque mondiale est devenue la première source d'aide financière internationale à l'éducation de base. Pour les années 90, elle s'était fixé les objectifs suivants : doubler l'importance des prêts à l'éducation, accroître l'assistance technique et les prêts spécialement destinés à l'éducation de base et créer des partenariats autour de ces initiatives. A la quatrième Conférence mondiale sur les femmes de 1995, elle s'est engagée à faire plus pour l'éducation des filles. Ses programmes de prêts mettent à présent davantage l'accent sur l'amélioration des acquis scolaires des enfants. La Banque soutient des projets en faveur de l'acquisition de livres et de matériel pédagogique de meilleure qualité, l'amélioration des programmes de formation des enseignants et l'exécution de programmes de santé scolaire et de nutrition.

Sous la pression de l'opinion publique, les institutions de Bretton Woods s'efforcent depuis 10 ans d'éviter que l'éducation de base souffre des réductions des dépenses publiques qui accompagnent souvent les programmes de stabilisation du budget. Toutefois, l'objectif de l'enseignement primaire universel est compromis dans plusieurs pays, qui ont dû réduire au moins provisoirement l'ensemble de leurs dépenses de développement social pour satisfaire aux conditions assortissant les prêts internationaux. Cette obligation, conjuguée au poids écrasant de la dette, empêche beaucoup de pays parmi les moins avancés et même certains pays à revenu moyen d'augmenter les dépenses d'éducation autant qu'ils auraient voulu le faire. D'une façon générale, les salaires de base des enseignants, l'équipement des salles de classe et l'entretien des écoles ont été réduits, ce qui s'est traduit par une baisse de la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage.

Au cours des années 90, les réformes entreprises dans certains pays ont entraîné l'intro-

duction de frais de scolarité là où l'éducation de base était auparavant gratuite, ce qui est en totale contradiction avec les dispositions de la Convention relative aux droits de l'enfant en matière d'enseignement primaire gratuit et obligatoire. Des exemples pris dans plusieurs pays africains montrent que les frais de scolarité peuvent constituer un obstacle insurmontable à l'éducation des enfants des familles pauvres. Dans un pays d'Afrique de l'Est, la réduction des dépenses d'éducation dans le cadre du programme de stabilisation du budget a fait augmenter de façon spectaculaire le taux d'abandon scolaire qui, alors qu'il était presque nul en 1979, est passé à près de 40 % au milieu des années 90. Dans un pays voisin, on s'est aperçu en 1994 que la suppression de modestes frais de scolarité et du port d'uniformes scolaires avait fait grimper le taux de scolarisation primaire de près de 50 % d'un trimestre à l'autre.

Le droit des enfants à un enseignement primaire de bonne qualité, gratuit et obligatoire, a été formellement reconnu par le Forum mondial sur l'éducation tenu à Dakar (Sénégal) en avril 2000. On se préoccupe davantage des exclus de

l'éducation – aussi bien des exclus du système scolaire que de ceux qui, même présents en classe, ne parviennent pas à apprendre. On comprend mieux les désavantages multiples (être une fille, être pauvre et devoir travailler) des causes de l'exclusion et l'intérêt que présentent des méthodes souples, pas trop structurées, pour atteindre les exclus. L'initiative des Nations Unies concernant l'éducation des filles est issue de cet effort de compréhension.

Depuis le début de la décennie, la qualité de l'éducation est au centre des préoccupations. L'inscription scolaire et une fréquentation scolaire de quelques années ne suffisent pas. En matière d'éducation, les objectifs ne peuvent être dissociés du souci de la qualité de l'éducation reçue. La décennie a permis de faire valoir la nécessité de définir et de mesurer les connaissances que les enfants devraient acquérir. Il est désormais entendu que la qualité de l'éducation s'étend aux domaines suivants :

- Situation des enfants au début et pendant la scolarité : santé, nutrition et niveau de développement;
- Qualité du contenu de l'éducation, des procédés d'enseignement et d'apprentissage et des résultats;
- Qualité de l'environnement scolaire : sécurité, absence de risque sanitaire, caractère protecteur pour l'enfant et, surtout, orientation vers l'intérêt bien compris des enfants.

## Mesure prioritaires

### ÉDUCATION DE BASE

Le gouvernement et la société civile doivent travailler en partenariat afin d'élaborer des politiques en faveur de l'éducation pour tous et les relier à la lutte contre la pauvreté et aux grandes stratégies de développement. Ils doivent mobiliser des ressources suffisantes pour assurer la gratuité de l'enseignement primaire pour tous les enfants. Les pays doivent aussi s'employer progressivement mais de façon urgente à traduire dans les faits le droit de tous les enfants à une éducation secondaire.

Le réseau de partenaires internationaux au service de l'éducation pour tous, qui regroupe sur un plan plus vaste des gouvernements, des organisations non gouvernementales et des institutions de développement, devrait s'agrandir et redoubler d'efforts. Les initiatives engagées – initiative des Nations Unies concernant l'éducation des filles, initiative appelant à consacrer des ressources à la promotion de la santé à l'école, réseaux interinstitutions sur l'éducation et le SIDA et sur l'éducation dans les situations d'urgence – doivent être poursuivies. Il en va de même pour l'Initiative 20/20 et les mesures d'allègement de la dette en faveur du développement social.

Il incombe aux systèmes d'éducation de localiser les enfants non scolarisés et de concevoir des pro-

***On comprend mieux les désavantages multiples (être une fille, être pauvre et devoir travailler) des causes de l'exclusion et l'intérêt que présentent des méthodes souples, pas trop structurées, pour atteindre les exclus.***

grammes propres à inclure chaque enfant dans l'éducation, en se guidant sur le principe de l'intérêt bien compris de l'enfant.

Des objectifs précis relatifs à l'inscription scolaire et aux résultats scolaires des filles devraient être définis dans les pays et districts présentant des écarts importants dans la scolarisation des garçons et des filles. Il faudrait élaborer des plans intégrés en faveur de l'égalité des sexes devant l'éducation,

***Il faut remédier de toute urgence à la situation dramatique des systèmes d'éducation désorganisés par des conflits, des catastrophes naturelles, l'instabilité ou, comme c'est de plus en plus souvent le cas, par l'épidémie de VIH/SIDA.***

qui reconnaissent la nécessité de changer les comportements, les valeurs et les pratiques afin que cette égalité devienne réalité.

Il faut poursuivre la mise en place des capacités de mesure et de suivi des niveaux atteints en apprentissage de la lecture et de l'écriture et en calcul mais aussi dans le domaine plus vaste des connaissances théoriques, des aptitudes et des comportements. La recherche d'une meilleure

qualité doit s'étendre au-delà des éléments essentiels (des classes correctes et propres, des manuels appropriés et des enseignants qualifiés) et aller jusqu'au souci de susciter chez l'enfant l'envie d'apprendre et de faire de l'école un endroit lui offrant toute sécurité.

Les enseignants sont la clef de voûte d'une éducation de qualité. Ils doivent jouir de toute la considération qui leur est due, d'un soutien professionnel et de salaires qui leur permettent d'exercer le métier qu'ils doivent et veulent exercer et de nourrir et de vêtir leur propre famille.

Il faut remédier de toute urgence à la situation dramatique des systèmes d'éducation désorganisés par des conflits, des catastrophes naturelles, l'instabilité ou, comme c'est de plus en plus souvent le cas, par l'épidémie de VIH/SIDA. L'éducation doit être prise en compte dès les premières étapes de tout programme d'assistance humanitaire. Les systèmes scolaires et les écoles doivent jouer un plus grand rôle à la fois dans la prévention du SIDA et dans la lutte contre ses conséquences désastreuses pour les enfants, leur famille et leur scolarité.

Il faut mettre à profit les nouvelles technologies de l'information et de la communication pour réduire les inégalités sur le plan de l'accès et de la qualité, au lieu de les creuser, et pour faire de l'école un lieu plus ouvert.

#### DÉVELOPPEMENT DU JEUNE ENFANT

Pour répondre aux besoins multiples du jeune enfant, il faut adopter des approches intégrées du développement du jeune enfant dans le cadre de l'éducation des parents et des autres dispensateurs de soins, de la définition de programmes et de celle de politiques générales. Les besoins des enfants âgés de 0 à 3 ans, leur éveil et leur apprentissage précoce appellent la plus grande attention.

Les programmes doivent être complets, privilégier l'intérêt de l'enfant, tenir compte des sexes, être centrés sur la famille, avoir une assise communautaire et reposer sur des politiques nationales. Les gouvernements doivent se donner des politiques claires en ce qui concerne les jeunes enfants et leur famille et procéder en conséquence à l'augmentation des ressources allouées ainsi qu'à une répartition réelle des tâches entre les services gouvernementaux et entre l'appareil gouvernemental et la société civile.

Il faut consacrer des efforts particuliers au développement des jeunes enfants les plus défavorisés et les plus vulnérables, en particulier les filles, les enfants des groupes minoritaires, les enfants déplacés et les orphelins.

Il convient d'élaborer de meilleures méthodes de suivi et d'évaluation des résultats des programmes publics et des initiatives locales en faveur des jeunes enfants.

#### ALPHABÉTISATION DES ADULTES

En matière de lutte contre l'analphabétisme, il faut se fixer des objectifs clairs et mettre en place des

indicateurs, des dispositifs d'évaluation et des bases de données de meilleure qualité.

Il convient d'encourager, d'une part, les organisations de la société civile à poursuivre leur participation à des programmes d'alphabétisation et, d'autre part, les gouvernements et les institutions de développement à resserrer leurs partenariats avec la société civile.

Les programmes d'alphabétisation devraient faire partie intégrante de plans d'action plus vastes en faveur de l'éducation et être inscrits dans les approches sectorielles de planification.

## Protection et droits civils des enfants

Outre qu'ils ont droit à la santé, à la nutrition et à l'éducation, les enfants ont aussi le droit d'être protégés de la violence et de l'exploitation, ainsi que de vivre dans *un milieu où ils se sentent appuyés et en sécurité*.

Le septième des principaux objectifs du Sommet mondial pour les enfants portait sur la « *protection des enfants vivant dans des conditions particulièrement difficiles, en particulier les situations de conflit armé* ». Mais cet objectif était mal défini à l'époque. Le Plan d'action incluait parmi les enfants vivant dans des conditions particulièrement difficiles les orphelins et les enfants des rues; les enfants réfugiés ou déplacés; les enfants obligés de travailler; les enfants forcés de se prostituer, les victimes de sévices sexuels; les enfants handicapés et les délinquants juvéniles. Depuis 10 ans, toutefois, nous comprenons beaucoup mieux les questions liées à la protection des enfants et à la garantie de leurs droits civils.

**La première ligne de défense d'un enfant est sa famille.**

### Le rôle de la famille

La première ligne de défense d'un enfant est sa famille. Ainsi que le précise le Plan d'action du Sommet mondial, *pour que sa personnalité s'épanouisse et se développe harmonieusement, un enfant devrait grandir dans un milieu familial, où il trouve bonheur, amour et compréhension. Toutes les institutions sociales devraient donc respecter et soutenir les efforts que font les parents et les autres personnes qui s'occupent des enfants pour élever ceux-ci dans un milieu familial*. Ces mêmes préoccupations apparaissent dans la Convention relative aux droits de l'enfant.

De nombreux pays, même s'ils ont des difficultés économiques, accordent des aides financières au moins aux familles les plus déshéritées. Le service de garderie, par exemple, représente une aide non négligeable, surtout pour les couples où l'un au moins des parents a un emploi. Grâce aux filets de protection sociale qui existent maintenant dans de nombreux pays, les enfants défavorisés ont accès aux soins, à l'éducation et à une alimentation adéquate, même si leurs parents ne peuvent pas payer. Les écoles parents et les services de consultation aident les couples à assumer la tâche difficile que représente la responsabilité d'une famille dans un monde en pleine mutation et à offrir à leurs enfants un cadre de vie où ils peuvent grandir à l'abri du danger.

Mais dans d'autres pays, les familles ne reçoivent qu'un soutien limité ou inexistant. La pauvreté et le chômage induits par le choc de l'ajustement structurel ont parfois créé une situation dramatique au moment même où l'impact budgétaire des mesures d'ajustement réduit l'efficacité du filet de protection sociale. Les enfants sont particulièrement menacés dans les pays où, en l'absence de véritables structures d'assistance sociale, ils ne peuvent compter que sur la solidarité communautaire.

Les difficultés économiques empêchent les parents de donner à leurs enfants des conditions de vie propices à leur épanouissement, et elles compromettent aussi l'existence même de la famille. Un grand nombre de pays font état d'une augmentation en flèche du nombre d'enfants élevés par un seul parent ou par un couple éphémère en raison du manque d'argent, du VIH/SIDA, d'un conflit armé, d'un divorce ou d'un abandon. Les discriminations exercées contre les femmes en matière d'emploi ne font souvent qu'accroître le dénuement économique de ces familles. La famille élargie perd progressivement son rôle coutumier et peut de moins en moins assumer l'éducation des enfants. Cette évolution s'est accélérée